



PROF. GUIDO LIGUORI : « Le capitalisme en crise représente un danger pour l'humanité »



MÉTÉOROLOGIE

Chutes de neige sur les reliefs de plus de 1.000 mètres

Des chutes de neige affecteront, aujourd'hui, les reliefs dépassant les 1.000 mètres, avec une épaisseur estimée à 10 cm, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Bordj Bou-Arréridj, Sétif, Batna, Khénchela, Oum El-Bouaghi et Tébessa, et ce, de samedi à 15h00 à dimanche à 09h00, au moins.

LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Une facture attendue à 540 milliards de dollars en 2026

Le gaspillage alimentaire demeure un problème central du système alimentaire mondial, au même titre que les pertes enregistrées après les récoltes. Malgré les appels répétés à agir, le phénomène continue de s'aggraver. Selon une étude publiée début janvier par l'entreprise Avery Dennison, spécialisée dans les solutions d'étiquetage et d'emballage, le coût financier du gaspillage alimentaire devrait atteindre 540 milliards de dollars en 2026, contre 526 milliards de dollars en 2025. Le rapport, intitulé "Making the Invisible Visible : Unlocking the Hidden Value of Food Waste to Drive Growth and Profitability", s'appuie sur une enquête menée auprès d'environ 3.500 responsables de la distribution alimentaire à travers le monde, ainsi que sur une analyse économique du Centre britannique pour l'économie et la recherche commerciale (Cebr).

L'exploitation de la mine de Gara Djebilet

Un délai record !

L'exploitation de la mine de Gara Djebilet est entrée dans sa phase effective dans un délai record, a affirmé le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, dans une déclaration à la presse, alors qu'il se trouvait vendredi dans la région de Gara Djebilet (Tindouf).

Le ministre est accompagné d'une importante délégation ministérielle comprenant le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, ainsi que la secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines chargée des Mines Karima Bakir Tafer, ainsi que le Directeur général de la Sécurité nationale, Ali Badaoui, et le Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Bourelaf.

Le ministre a souligné que le projet d'exploitation de cette mine stratégique contribuera de manière significative à une transformation profonde de la carte économique et sociale du Sud-Ouest du pays, ainsi que de l'Algérie dans son ensemble. Dans ce cadre, le ministre a souligné que les réalisations accomplies l'ont été en un laps de temps très court, annonçant l'entrée prochaine en service de la ligne minière.

Il a précisé que le raccordement de la mine de Gara Djebilet au réseau ferroviaire national permettra l'acheminement du minerai de fer depuis l'extrême Sud-Ouest vers Oran, puis vers les autres wilayas du pays. Il s'est dit «particulièrement fier de cette réalisation historique», à savoir la construction d'une ligne ferroviaire d'environ 940 km en moins de deux ans.

Le ministre a estimé que «l'exploitation de la mine de Gara Djebilet, longtemps considérée comme un rêve par les Algériens, est aujourd'hui devenue une réalité tangible grâce à la forte implication de l'Etat et à la mobilisation de compétences et d'entreprises nationales, tant sur le plan humain que matériel».

Il a, par ailleurs, salué le rôle central joué par les cadres et la jeunesse algérienne dans la concrétisation de ces projets stratégiques, affirmant que les acquis enregistrés ouvriront de nou-



Le ministre a souligné que le projet d'exploitation de cette mine stratégique contribuera de manière significative à une transformation profonde de la carte économique et sociale du Sud-Ouest du pays... (Photo : D.R)

velles perspectives à une économie nationale diversifiée. A la même occasion, Saïd Sayoud a précisé que, conformément aux instructions du Président Abdel-

madjid Tebboune, l'Algérie a effectivement engagé l'exploitation de ses richesses minières et leur mise en valeur opérationnelle. Lors des prochaines étapes, le

.....

Un événement historique

Dans quelques jours, Béchar accueillera une cargaison de fer extrait de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf) qui arrivera par la ligne ferroviaire Tindouf-Béchar. Cet événement historique, sans précédent dans l'histoire de l'Algérie indépendante, sera présidé par le Président Abdelmadjid Tebboune. Il s'agit du lancement de l'exploitation du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet, qui a été longtemps perçu comme un rêve irréalisable pour des tas de raisons, dont le taux de phosphore, l'éloignement, les fluctuations du marché du fer... Tout a été surmonté pour rendre la mine exploitable et entièrement profitable à l'économie nationale confrontée au défi de sa diversification et sa libération de la dépendance aux hydrocarbures fossiles. Le fait est significatif de la volonté de l'Algérie d'exercer sa souveraineté économique.

L'état d'avancement des préparatifs liés à ce grand événement, en application des instructions du Président Tebboune, a fait l'objet de nombreuses inspections dont celle de ce vendredi, effectuée par une importante délégation ministérielle qui était en visite de travail dans la région de Gara Djebilet dans ce but. De longue date, la mine de fer de Gara Djebilet a été considérée comme l'une des plus grandes mines à ciel ouvert au monde en termes de réserves, estimées à environ 3,5 milliards de tonnes de minerai. Le traitement du minerai de fer et la réduction du taux de phosphore ont été l'objet d'une attention particulière. D'autre part, on sait que, pour valoriser et transporter le minerai de fer de la mine, un projet de réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet sur une distance de 950 km a été lancé, comprenant la réalisation de trois grands tronçons et leur raccordement à la ligne Béchar-Oran.

Le lancement de l'exploitation du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet constitue une étape stratégique pour l'Algérie, à même de renforcer la souveraineté industrielle et d'impulser le développement au Sud, dans la perspective de transformer la région en pôle économique intégré, estiment les experts. Le président de la République a constamment insisté sur la nécessité d'exécuter les projets miniers structurants «à la vitesse maximale, jusqu'à leur entrée en service, en respectant tout ce qui a été décidé au préalable, compte tenu de leur poids et de leur impact positif majeur sur l'économie nationale». L'intérêt accordé à ces projets stratégiques a été révélé chaque fois encore plus à l'occasion des Conseils des ministres où ils figurent à l'ordre du jour. Le développement en cours des projets miniers doit permettre de mieux approvisionner l'industrie algérienne en matières premières et réduire la facture des importations.

L. A.

REZIG :

«L'Algérie a atteint l'autosuffisance en matière de produits cosmétiques»

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a inauguré, mercredi 21 janvier au Palais des expositions Pins Maritimes à d'Alger, la 4^e édition du Salon international de l'industrie cosmétique "Cosmetica North Africa - Algeria", avec la participation de plus de 330 exposants nationaux et internationaux, venus présenter les dernières innovations, technologies et tendances du secteur. Réunissant plus de 330 exposants, dont 125 entreprises internationales, ce Salon rassemble des industriels et des professionnels algériens et étrangers venus exposer les dernières innovations, tendances et technologies de l'industrie cosmétique. Il couvre notamment des produits cosmétiques, de la beauté, des produits capillaires, des parfums, des ingrédients, des équipements, des machines et des industries de l'emballage en Algérie

REPÈRE

Finances

L'assurance "Takaful" enregistre une croissance de plus de 70% en 2025

L'activité de l'assurance "Takaful" a enregistré une croissance de plus de 70% en 2025, moins de trois ans après son lancement, a indiqué le P-dg de la société "El-Djazair Takaful", Mahfoud Ziane Bouziane, mettant en avant les perspectives prometteuses de ce segment sur le marché financier national.

Dans une déclaration à l'APS, M. Bouziane a précisé que l'activité de l'assurance "Takaful", aussi bien générale que familiale, introduite récemment en Algérie, a réalisé de «véritables avancées et des étapes importantes en termes de croissance et de déploiement, en plus de la demande croissante de la part des opérateurs, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers».

Cette activité a enregistré des «indicateurs positifs et un taux de croissance dépassant 70% en 2025, tant en volume des souscriptions qu'en nombre d'adhérents, lequel a plus que triplé», a-t-il précisé.

La compagnie publique a réussi, à la fin de l'année écoulée, à capter près de 58.000 participants, a-t-il fait savoir, assurant que l'objectif visé est de poursuivre ce rythme de croissance et d'atteindre le seuil de 100.000 participants durant l'année 2026.

La société ambitionne également d'élargir son réseau commercial, qui comptait à la fin de l'année dernière 36 agences réparties à travers 25 wilayas, en ouvrant de nouvelles agences et guichets de distribution, avec pour objectif d'atteindre plus de 50 agences couvrant plus de 35 wilayas.

pection du projet de la voie ferrée et de la gare ferroviaire de Gara Djebilet, pour s'achever par une halte au niveau du site de chargement des premières expéditions de minerai de fer dans la même zone.

Le succès des essais techniques constitue un indicateur positif de l'état de préparation de cette infrastructure stratégique.

Lakhdar A.

Fuat Tosyali à propos des restrictions quantitatives sur l'acier fabriqué en Turquie et en Algérie

«Leur suppression permettrait à l'Union européenne d'introduire l'acier vert dans son écosystème industriel»

Le président de Tosyali Holding, Fuat Tosyali, s'est attardé sur les quotas d'importation d'acier de Turquie et d'Algérie. Appelant, au passage, l'Union européenne à lever les quotas d'importation d'acier de Turquie et d'Algérie.

Selon lui, ces mesures « portent préjudice à l'industrie sidérurgique de l'UE et vont à l'encontre des objectifs de développement durable ». « L'Union européenne devrait lever les quotas pour des pays comme la Turquie et l'Algérie, qui fournissent de l'acier en amont à faibles émissions. Sinon, elle risque d'affaiblir ses propres industries en aval », a-t-il indiqué. Insistant, au passage, sur le rôle des producteurs en amont à faibles émissions

Intervenant au Forum économique mondial de Davos (Suisse), Tosyali a fait savoir que la suppression des restrictions quantitatives sur l'acier fabriqué en Turquie et en Algérie permettrait à l'Union européenne d'introduire plus efficacement l'acier vert dans son écosystème industriel. « Ces mesures portent préjudice à l'industrie sidérurgique de l'UE et vont à l'encontre des objectifs de développement durable », a observé le président de Tosyali Holding, repris par l'agence An-

BRÈVE

Constantine
Le Prix du meilleur exportateur 2025 décerné à cinq entreprises

Le Prix du meilleur exportateur 2025 a été décerné à cinq entreprises activant dans les secteurs des produits agricoles, les services, l'industrie pharmaceutique, les industries agroalimentaires. Dans la catégorie des produits agricoles, l'entreprise ETS Haddoud Salim, spécialisée dans la commercialisation et l'exportation de dattes, a été désignée « meilleur exportateur de l'année 2025 ». Pour le secteur des services, le prix est revenu à la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Le prix du meilleur exportateur dans la catégorie de l'industrie pharmaceutique a été attribué à Aldaph – Novo Nordisk, en reconnaissance de ses efforts pour renforcer la présence des produits pharmaceutiques algériens sur les marchés extérieurs. Dans le domaine des industries agroalimentaires, la distinction a été décernée à la société SOBCO Palmary. Par ailleurs, l'entreprise Abbas Turki Souad a reçu le prix du « meilleur jeune exportateur », une distinction visant à encourager l'initiative entrepreneuriale des jeunes et à soutenir leur rôle dans le développement des exportations hors hydrocarbures. À travers cette cérémonie organisée à Constantine, « les autorités publiques réaffirment l'importance accordée à la promotion des exportations et à l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale », lit-on dans le communiqué.

Agence



Tosyali : « La surcapacité mondiale est actuellement estimée à 680 millions de tonnes, pouvant dépasser 720 millions de tonnes d'ici 2027 ». (Photo : D.R.)

dou mardi dernier. Evoquant les déséquilibres sur le marché mondial, le dirigeant turc a fait remarquer que la Chine représente près de la moitié de la production mondiale d'acier brut.

« La surcapacité mondiale est actuellement estimée à 680 millions de tonnes, pouvant dépasser 720 millions de tonnes d'ici 2027 », a observé Tosyali. Faisant remarquer que cet excédent, combiné à des technologies obsolètes et à fortes émissions, continuait d'affecter la stabilité des prix et la planification de la production. En Algérie, a rappelé la même source, le complexe sidérurgique Tosyali, situé à Oran, réalise un chiffre d'affaires estimé à 3 milliards de dollars, dont environ 1 milliard provient des exportations.

L'entreprise exporte vers 25 pays et vise 1,5 milliard de dollars l'année prochaine. « La société fait

face à des restrictions sur le marché européen. Ils nous donnent des quotas de trois mois qu'on termine dans la première semaine », a indiqué un responsable du complexe au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de l'inauguration, à la mi-décembre dernière à Alger, de la Foire de la production algérienne (FPA). Précisant que tous les pays de l'Union européenne souhaitent s'approvisionner à partir d'Oran.

Réagissant à ces propos, le chef de l'Etat a estimé qu'il faut revoir ça, insistant sur le principe de réciprocité avec l'UE. « On leur donne la préférence par rapport à d'autres pays, surtout que notre acier est d'excellente qualité », a-t-il indiqué. Ça, a ajouté Abdelmadjid Tebboune, on va le voir avec l'Union européenne.

Malgré ces obstacles, l'industrie algérienne continue de se déve-

lopper, avec de nouvelles capacités de production attendues grâce à l'exploitation du gisement de Gara Djebilet, dont les réserves sont estimées à plus de 3 milliards de tonnes de minerai de fer.

Les producteurs locaux, certifiés pour répondre aux normes internationales, cherchent à consolider leur présence en Europe et sur d'autres marchés internationaux.

Sur le marché américain, a rapporté la même source, le Département du Commerce a récemment imposé une taxe antidumping provisoire de 127 % sur le fer à béton importé d'Algérie, suite à une plainte de la coalition industrielle Rebar Trade Action Coalition (RTAC). Cette mesure est provisoire, en attendant une décision finale dans environ 75 jours.

Rabah Mokhtari

Meilleurs Employeurs en Algérie pour l'année 2025

BAT Algérie décroche la première place du classement

BAT Algérie décroche la première place du classement des Meilleurs Employeurs en Algérie pour l'année 2025 dont les résultats, très attendus, ont été officiellement dévoilés avant-hier jeudi dans un communiqué du Programme des Meilleurs Employeurs en Algérie (Best Places To Work in Algeria). « L'entreprise se distingue par une culture d'entreprise forte, favorisant la performance, l'innovation et l'engagement durable des collaborateurs, confirmant son positionnement en tant qu'employeur de référence en Algérie », lit-on à travers ce communiqué.

Cette édition, a fait remarquer la même source, met à l'honneur les entreprises qui se distinguent par leur capacité à offrir un environnement de travail de qualité, fondé sur la collaboration, l'innovation et l'engagement des collaborateurs. Soulignant que le classement illustre l'engagement constant de ces organisations à placer le bien-être des employés et l'excellence organisationnelle au cœur de leurs priorités.

En deuxième position, a poursuivi la même source, Equatorial Coca-Cola Bottling Company – Algeria s'est distinguée par une approche résolument centrée sur l'humain, en plaçant les collaborateurs au cœur de sa stratégie. « L'entreprise démontre une forte capacité à créer un environnement de travail engageant, favorisant le développement des talents, la collaboration et la performance collective », est-il écrit dans le communiqué du Programme des Meilleurs Employeurs en Algérie (Best Places To Work in Algeria). Notant que Arvea Nature Algeria, pionnière dans les produits cosmétiques natu-

rels et biologiques, occupe la troisième place du classement.

Son engagement en faveur de la durabilité, de l'innovation et de la valorisation des ressources locales, a précisé la même source, se reflète également dans sa culture interne, offrant à ses équipes un cadre de travail aligné avec ses valeurs fondamentales. Faisant remarquer que Concentrix Algeria a reçu la certification "Best Place to Work for Inclusion" en Algérie, en reconnaissance de ses pratiques inclusives et de son engagement à promouvoir un environnement de travail équitable, respectueux et diversifié.

A noter que le programme mondial de certification "Best Places to Work" évalue les entreprises selon des critères rigoureux, fondés notamment sur les retours directs des collaborateurs et l'analyse des pratiques RH déployées. Le classement 2025 met en lumière des organisations exemplaires en matière de leadership, de culture d'entreprise et de satisfaction des employés, a conclu la même source.

En 2024, plusieurs entreprises s'étaient distinguées comme les meilleurs employeurs en Algérie. Dont Equatorial Coca-Cola Bottling Company, Kepler Technologies, et Ooredoo Algérie, certifiées « Best Place to Work ». Huawei Algérie a également été reconnue "Top Employer 2024" pour l'excellence de ses RH. Ces entreprises récompensées pour leur culture de travail, le développement des talents et des pratiques RH de qualité, offrent des environnements de travail exceptionnels.

Rabah M.

INVESTISSEMENTS

CNUCED

Les IDE en hausse dans le monde en 2025 à 1.600 milliards de dollars

Les investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 14 % à l'échelle mondiale en 2025, atteignant 1.600 milliards de dollars, marquant ainsi un rebond après deux années de repli, selon un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les flux d'IDE à destination des économies développées ont enregistré une forte progression de 43 %, pour s'établir à 728 milliards de dollars, soutenus notamment par l'Europe et les centres financiers, tandis que les flux vers les économies en développement ont reculé de 2 %, à 877 milliards de dollars, représentant 55 % des IDE mondiaux, a précisé la CNUCED dans la dernière édition de son Moniteur des tendances de l'investissement mondial, publiée sur son site officiel.

Dans ce contexte, l'organisation a souligné que l'essentiel de cette hausse des IDE est attribuable à des flux financiers transitant par les grands centres mondiaux, plutôt qu'à de nouveaux investissements physiques, relevant une concentration croissante de l'investissement dans un nombre limité de secteurs à forte intensité capitaliste, tels que les centres de données. Ainsi, plus de 140 milliards de dollars de l'augmentation enregistrée proviennent de l'accroissement des flux transitant par des centres financiers mondiaux, davantage lié aux transactions financières qu'à une expansion généralisée de l'investissement.

Dans le même temps, la valeur des fusions et acquisitions internationales a reculé de 10 %, alors que le financement international des projets a diminué pour la quatrième année consécutive, chutant de 16 % en valeur et de 12 % en nombre d'opérations, revenant aux niveaux observés en 2019. Selon l'organisation onusienne, l'investissement mondial se concentre de plus en plus dans des secteurs stratégiques à forte intensité de capital, en particulier les centres de données, qui ont représenté plus d'un cinquième de la valeur mondiale des nouveaux projets en 2025. Les annonces d'investissement dans ce domaine ont dépassé 270 milliards de dollars, portées par la demande croissante en infrastructures d'intelligence artificielle (IA) et en réseaux numériques.

Par ailleurs, la valeur des investissements dans les projets de semi-conducteurs a progressé de 35 %, alors que le nombre de projets a fortement diminué dans les secteurs exposés aux droits de douane et fortement intégrés aux chaînes de valeur mondiales, notamment le textile, l'électronique et la machinerie, a fait savoir la même source. L'investissement international dans les infrastructures a, pour sa part, reculé de 10 % en 2025, principalement en raison d'une baisse marquée des projets dans le domaine des énergies renouvelables.

Agence

Prof. Guido Liguori :

« Le capitalisme en crise représente un danger pour l'humanité »

Guido Liguori est professeur d'Histoire de la pensée politique contemporaine à l'Université de Calabre, président de la Gramsci Society Italie et rédacteur en chef de la revue de culture politique Critica marxista. Il a notamment publié : «Qui a tué le parti communiste italien ?» (Éditions Delga, 2011) et «Berlinguer rivoluzionario – Il pensiero politico di un comunista democratico» (Carocci editore, 2014).

Mohsen Abdelmoumen : Vous avez publié l'ouvrage magistral : «Qui a tué le parti communiste italien ?» A votre avis, qui avait intérêt à la disparition du PCI ?

Prof. Guido Liguori : Ils étaient évidemment très nombreux à avoir intérêt à la disparition du PCI, le Parti communiste italien, qui était alors le parti communiste le plus fort de tout l'Occident. En premier lieu, les forces sociales et politiques favorables au libéralisme capitaliste, qui voyaient dans le PCI un obstacle à l'affaiblissement et à l'annulation des conquêtes économico-sociales des travailleurs, des « classes subalternes », comme l'écrivit Gramsci.

Ensuite, toutes les forces politiques et aussi institutionnelles, italiennes en premier lieu mais également d'autres pays (les États-Unis avaient longtemps combattu le Parti communiste à l'époque d'Enrico Berlinguer) qui étaient historiquement adversaires du PCI. Ou encore des forces « adversaires-concurrentes », comme le Parti socialiste italien dirigé par Craxi.

Il convient toutefois de préciser que le « suicide assisté » du PCI fut le résultat, comme c'est souvent le cas, d'un concours d'événements italiens et mondiaux que j'aime définir comme un « changement d'hégémonie ». Dans les années 1980, en Italie et dans le monde, de nouvelles hégémonies se sont affirmées. Une culture différente de celle, marxiste et classiste, des décennies précédentes s'est progressivement imposée, y compris au sein des forces qui se proclamaient différentes ou alternatives au capitalisme et au libéralisme.

Cette nouvelle hégémonie - que l'on pourrait définir som-



■ Guido Liguori est professeur d'Histoire de la pensée politique contemporaine à l'Université de Calabre et président de la Gramsci Society Italie (Photo : D.R)

mairement comme libéral-socialiste - a pénétré également les sommets du PCI, imposant de nouveaux paradigmes (par exemple celui des « droits » plutôt que celui des rapports entre classes) pour interpréter la réalité. C'est ce processus complexe et la prévalence de cette nouvelle hégémonie qui ont déterminé la fin du PCI.

Comment analysez-vous la montée de l'extrême droite en Europe et en Italie en particulier ?

L'ascension de l'extrême droite en Europe me semble être une réponse défensive de vastes secteurs face aux profonds changements qui ont caractérisé la soi-disant mondialisation capitaliste. D'une part, l'augmentation de la concurrence subie par la force de travail des pays les plus industrialisés de la part de pays à industrialisation plus récente (et moins syndiqués), avec pour conséquence une perte massive d'emplois ; d'autre part, les processus migratoires qui ont marqué les dernières décennies. Tout cela a conduit de larges couches de la population des pays les plus avancés et les plus prospères à croire

- à tort - qu'elles pouvaient défendre leurs conditions de vie comme le proposaient les forces d'extrême droite : en fermant les frontières, en empêchant l'immigration, en refusant toute solidarité envers les plus pauvres et les plus exploités de ce que l'on appelait autrefois le « tiers monde ». Il s'agit d'un nouveau fascisme « suprémaciste », ennemi de la société multiculturelle et multiraciale. Mais c'est désormais une réalité irréversible.

Enrico Berlinguer (avec les dirigeants sociaux-démocrates de gauche Olof Palme et Willy Brandt) avait averti à

Dans les années 1980, en Italie et dans le monde, de nouvelles hégémonies se sont affirmées. Une culture différente de celle, marxiste et classiste, des décennies précédentes s'est progressivement imposée, y compris au sein des forces qui se proclamaient différentes ou alternatives au capitalisme et au libéralisme.

temps : les grands processus mondiaux doivent être gérés, gérés en essayant d'aider tout le monde et en répartissant les ressources dont dispose l'humanité. Ne pas l'avoir fait a conduit à la croissance d'une droite hostile à toute solidarité entre les classes subalternes.

Quelle lecture donnez-vous de l'hégémonie libérale au sein de la gauche européenne ?

Comme je l'ai dit précédemment, cette hégémonie est le résultat des processus mondiaux apparus dès les années 1980 : la mécanisation, la robotique, l'informatique (en plus des délocalisations) ont entraîné une diminution numérique, mais aussi de visibilité et de pouvoir - donc de conscience politique - des classes ouvrières. L'hégémonie libérale, y compris à gauche, est née de l'entrecroisement de ces phénomènes. La lecture de la réalité en termes de lutte des classes s'est perdue. Elle a été remplacée par une lutte pour des droits, souvent justes et légitimes, mais qui ne concernent que des minorités. Tandis que l'ancienne gauche, dominée par les libéraux, perdait de vue l'importance centrale des conditions matérielles des classes subalternes, des masses populaires.



■ Dans ses travaux de recherche, Guido Liguori a consacré une partie importante à l'histoire du Parti communiste et de la gauche italienne. (Photo : D.R)



Comment expliquez-vous la disparition de la pensée critique en Occident ?

D'une part, les appareils hégémoniques de la bourgeoisie travaillent sans relâche à produire et diffuser un nouveau sens commun de masse non progressiste, selon les lignes directrices évoquées plus haut. Les classes populaires peinent à résister, notamment en Italie, parce qu'elles n'ont plus de parti capable de les défendre en nouant des alliances avec des intellectuels, afin de mener une « bataille hégémonique » contre les intellectuels de la bourgeoisie. Les intellectuels, en tant que tels, ne sont pas progressistes : ils ressentent l'attraction des forces sociales capables de leur offrir, ainsi qu'à tous, une perspective de société crédible.

À l'heure actuelle, les forces de gauche n'ont pas de projet alternatif crédible à celui de l'individualisme effréné qui est proposé sous diverses formes par les agences d'information et culturelles de la bourgeoisie. Cela signifie précisément qu'une autre hégémonie a gagné. Une hégémonie qui — comme le rappelle Gramsci — attire en premier lieu les intellectuels vers des intérêts de classe qui ne sont pas ceux des classes subalternes.

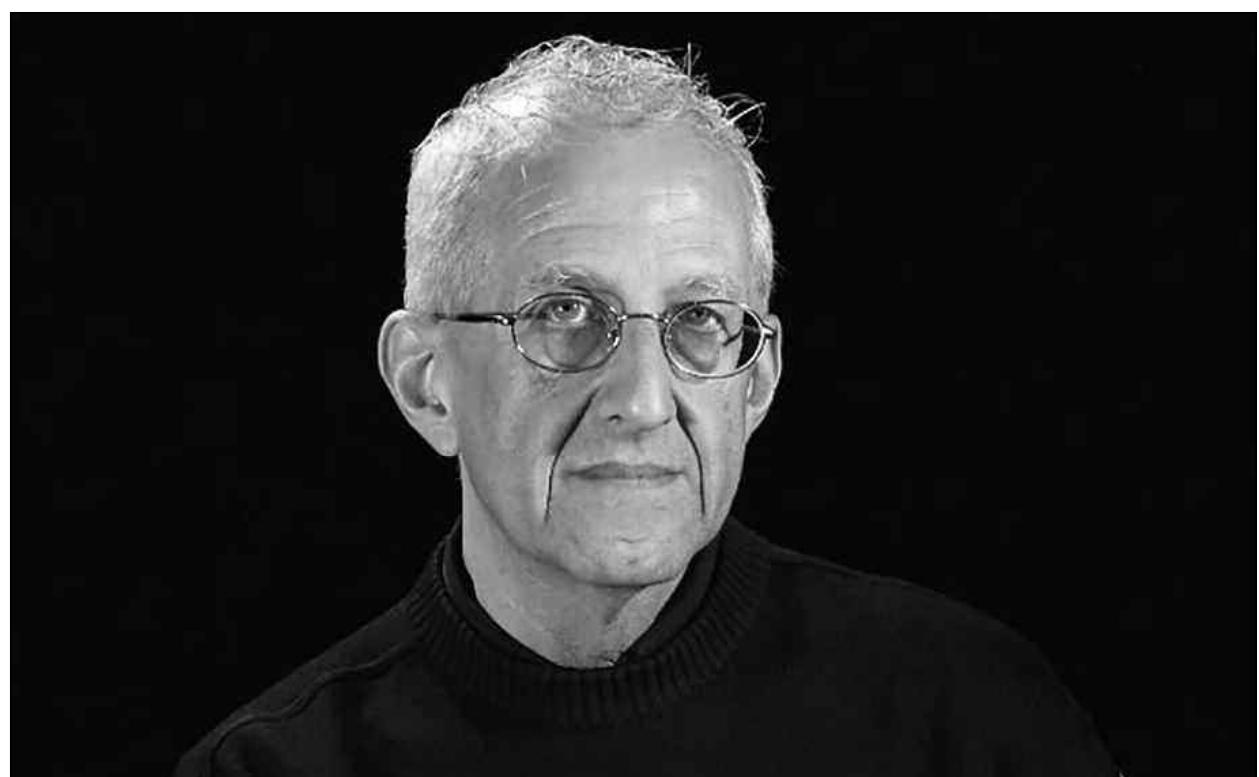
On assiste à des guerres impérialistes partout dans le monde. D'après vous, le capitalisme en crise n'est-il pas un danger pour l'humanité ? Le capitalisme n'est-il pas une gangrène qui ronge le corps social des nations ?

Le capitalisme en crise représente sans aucun doute un danger pour l'humanité. Comme nous l'indiquent les faits récents au Venezuela, le capitalisme étatsunien — un État qui, en termes économiques, est accablé par une dette publique énorme et souffre manifestement de la concurrence de nouveaux acteurs tels que la Chine et l'Inde — est prêt à risquer le tout pour le tout pour instaurer un nouvel ordre international. C'est une situation extrêmement dangereuse avec autant d'ogives nucléaires en circulation. Mais tout aussi dangereuses sont les questions climatiques et environnementales, la pénurie d'une ressource vitale comme l'eau, etc.

Mon pays l'Algérie est la cible de certains cercles néocolonialistes et impérialistes. Nos camarades au Venezuela se battent pour leur souveraineté. Comment rendre effective la solidarité internationale notamment de nos camarades de l'hémisphère nord ? Le combat pour la souveraineté des Etats et des nations n'est-il pas une tâche historique pour les élites progressistes dans nos pays ?

Cela devrait certainement être le cas. Il y a eu des exemples de mobilisations extraordinaires, par exemple pour la Palestine. Mais il n'est pas facile de maintenir un niveau constant de mobilisation lorsque l'ennemi, l'impérialisme, continue d'enregistrer des succès. Même s'il est poussé par le désespoir, il reste à l'offensive, tandis que la gauche se défend comme elle peut.

Dans tous les cas, je ne crois pas que la solidarité entre les composantes du front anti-impérialiste puisse être principalement l'œuvre des élites : je pense qu'elle peut et doit venir avant tout des masses, si celles-ci retrouvent un regard critique sur les dynamiques néocoloniales du monde d'aujourd'hui.



■ Guido Liguori a toujours regretté la disparition du PC italien donnant naissance à un autre parti, le PDS qui changera encore deux fois de nom pour un échouage final dans un alliage avec un pan de l'ex-Démocratie chrétienne.

(Photo : D.R)

Peut-on parler de démocratie en Occident alors que c'est une minorité oligarchique qui le dirige ? N'y a-t-il pas une nécessité vitale pour l'humanité d'avoir un mouvement ouvrier fort avec des syndicats et des partis politiques combattifs ?

Aujourd'hui, en Occident, la démocratie est réduite à son minimum. Il suffit d'observer la défiance croissante envers le vote : dans de nombreux pays, seule une minorité — moins de 50 % des électeurs — se rend aux urnes. On parle aujourd'hui de post-démocratie ou de « démocrature », c'est-à-dire de systèmes politiques qui peuvent sembler formellement démocratiques mais qui ne le sont plus. Soit parce que les Parlements élus n'ont plus de pouvoir, soit parce que l'alternative politique proposée est plus apparente que réelle, et enfin parce qu'en s'absentant de voter, les citoyens retirent leur légitimité aux systèmes politiques existants. Il serait évidemment fondamental de disposer d'un mouvement ouvrier fort, intrinsèquement intéressé à relancer la démocratie. Une démocratie qui soit au moins en partie substantielle et pas seulement formelle, et qui soit également en partie « de base », diffuse, et pas uniquement parlementaire.

Vous êtes un spécialiste du grand Gramsci. A votre avis, n'est-il pas indispensable d'avoir l'optimisme de la volonté pour vaincre le pessimisme de la raison ?

À vrai dire, optimisme et pessimisme me paraissent être des catégories limitées et naïves. Mais la formule reprise par Gramsci a certainement un sens si elle signifie que nous ne devons pas nous résigner, que nous devons continuer la lutte. Avec volonté et intelligence.

Vous êtes président de la Gramsci Society Italie et rédacteur en chef de la revue de culture politique Critica marxista. Que pouvez-vous nous dire à propos de votre revue ? Quel est son impact dans la lutte anticapitaliste ?

En réalité, après avoir longtemps été rédacteur en chef de Critica Marxista, j'en suis devenu codirecteur avec d'autres à la suite de la disparition du directeur historique, Aldo Tortorella, figure politique importante du PCI et collaborateur de Berlinguer. La revue traverse donc une phase de transition et de restructuration. Nous espérons pouvoir continuer à jouer un rôle dans la lutte anticapitaliste.

Je crois toutefois que ces lieux de réflexion et de recherche ne constituent qu'une partie du travail à accomplir. Ils sont limités, car inévitablement destinés à un public restreint. La gauche et nous, communistes, devrions au

Aujourd'hui, en Occident, la démocratie est réduite à son minimum. Il suffit d'observer la défiance croissante envers le vote : dans de nombreux pays, seule une minorité, moins de 50 % des électeurs, se rend aux urnes.

contraire parvenir à parler aux grandes masses. Le problème central est celui souligné par Gramsci : la création d'un nouveau sens commun de masse. Ce n'est pas facile.

N'a-t-on pas besoin d'outils théoriques pour vaincre le capitalisme et son stade suprême l'impérialisme ?

Certainement oui. De ce point de vue, il existe un retard indéniable dans l'étude et la réflexion théorique. En Europe occidentale, par exemple, l'étude des auteurs classiques prévaut depuis longtemps sur l'analyse de la réalité. Si les catégories des classiques ne sont pas utilisées pour interpréter le réel et si elles ne sont pas elles-mêmes soumises à une vérification afin de comprendre si elles sont encore valables, le travail théorique ne sera d'aucune aide pour comprendre et transformer la réalité.

La célèbre XI^e thèse sur Feuerbach écrite par Marx signifiait précisément cela : il faut comprendre le monde si l'on veut le changer.



■ Guido Liguori est parmi les rares penseurs à avoir analysé et répandu la doctrine d'Antonio Gramsci.

(Photo : D.R)

Danemark

Le Groenland, une proie pour le cow-boy Trump

Le Groenland, vaste île arctique du royaume du Danemark, n'est plus une terre gelée et recouverte aux yeux de Washington, mais est devenue un trésor stratégique d'une grande importance.

Sa position géographique en fait un nœud central dans le nouveau conflit international, car il surplombe les voies maritimes polaires ouvertes par la fonte de la glace, si bien que le changement climatique et la fonte de la glace ont poussé la Russie à augmenter la fabrication de brise-glaces à propulsion nucléaire pour profiter de ce corridor, ce qui permet d'économiser 40% des coûts de la ligne maritime commerciale entre l'Asie et les Amériques, révèle-t-on. Le Groenland est une ancre militaire avancée contre la Russie et la Chine, ainsi qu'une rare richesse minérale au cœur des futures industries technologiques et militaires. Or, «la France demande un exercice de l'Otan au Groenland et est prête à y contribuer», a fait savoir la présidence française. Plusieurs pays européens, dont la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni, ont déjà envoyé du personnel militaire sur ce territoire pour une mission de reconnaissance en vue d'un exercice danois organisé avec des alliés de l'Otan, mais en dehors du cadre de l'alliance atlantique et donc sans l'implication des États-Unis. Cela avait provoqué la colère de Donald Trump,



Donald Trump, président des Etats-Unis d'Amérique.

qui avait menacé ses alliés participant à ces manœuvres d'imposer de nouveaux droits de douane allant jusqu'à 25%. Le dirigeant martèle que le Groenland, par ailleurs riche en minéraux, est vital pour la sécurité des États-Unis et de l'Otan face à la Russie et à la Chine. Un exercice de l'Otan permettrait d'impliquer Washington et d'afficher le fait que la sécurité en Arctique est prise au sérieux par les Européens, selon Paris. Donald Trump, à qui des journalistes demandaient mardi jusqu'où il serait prêt à aller pour acquérir le Groenland, a répondu : «Vous le découvrirez. Je pense qu'il va se passer quelque chose qui sera très positif pour tout le monde», a-t-il estimé. Le discours américain se cache derrière les rubriques sécurité nationale et stabilité mondiale, mais le cœur du problème est plus simple et plus grossier : celui qui contrôle le Groenland détient la clé de l'Arctique, et

celui qui possède l'Arctique impose ses conditions sur le commerce mondial, l'énergie et les minéraux dans les décennies à venir. C'est ainsi que pensent les empires, et c'est ainsi qu'ils se comportent lorsqu'ils estiment que l'équilibre mondial des pouvoirs n'est plus uniquement penché en leur faveur dans le comportement américain. Au lieu de respecter la souveraineté des États, le droit international et le droit des peuples à l'autodétermination, Washington revient à la logique de l'achat, du chantage et de la pression politique, comme si le monde vivait encore au XIX^e siècle. Des déclarations sur l'achat du Groenland, la pression sur Copenhague, et les menaces indirectes d'outils militaires et économiques. Tout cela reflète un mépris flagrant du droit international et des alliés supposés plutôt que des affiliés, souligne-t-on. Le Danemark se trouve dans une position très sensible : un pays relativement petit,

membre de l'OTAN, mais en même temps légalement et moralement responsable d'un territoire à statut et autonomie particuliers. Céder à la pression américaine ouvrirait effectivement la porte à un précédent dangereux : si un pays européen peut être soumis à des pressions et à faire chanter de cette manière, qu'est-ce qui empêche ce modèle d'être répété ailleurs ? La défense du Groenland n'est pas seulement la défense d'un terrain, mais aussi le principe de souveraineté de l'État et le rejet de la logique de la force. Le silence européen sur cette question n'est pas moins dangereux que l'arrogance américaine. L'Union européenne, qui parle souvent d'un ordre international fondé sur des règles, est désormais appelée à prouver que ces règles ne sont pas des slogans électiques invoqués uniquement lorsqu'elles servent ses intérêts. Soutenir le Danemark politiquement et légalement, et rejeter toute tentative d'imposer un fait accompli par la force ou la pression, est un véritable test de l'indépendance de la décision européenne. Les forts imposent, les faibles se soumettent, et la loi est interprétée selon la mesure de qui détient le pouvoir militaire et économique. La question du Groenland n'est pas un détail géographique, mais plutôt l'indication d'un profond changement dans les relations internationales. Dans un tel monde, le Groenland ne serait pas la dernière victime, a-t-on indiqué

Faouzi Oki

Inondations au Mozambique

70 000 personnes ont quitté leur foyer

Plusieurs semaines de pluies torrentielles ont provoqué des inondations généralisées dans le sud et le centre de ce pays d'Afrique australe, forçant des familles à abandonner leurs maisons, submergeant des quartiers entiers et débordant les infrastructures locales, tandis que les rivières continuent de déborder. Les chiffres ne cessent d'augmenter dans le sud du Mozambique, où les pluies et les inondations ont touché plus de 600.000 personnes et contraint plus de 73.000 habitants à se déplacer, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

La province méridionale de Ghaza est la plus touchée, avec d'importantes concentrations de personnes déplacées dans les localités de Chiaquene et Xilembene, qui accueillent plus de 54.000 personnes, a indiqué l'OIM, ajoutant que plus de 70 centres d'accueil dans le pays ont accueilli des personnes touchées qui ont dû quitter leur foyer. Selon l'OIM, les communautés déplacées sont confrontées à une grave pénurie de logements et d'articles ménagers essentiels, d'eau, d'installations sanitaires et d'hygiène, de nourriture, de services de santé et de protection, les centres d'hébergement étant de plus en plus surpeuplés.

Le 16 janvier, le gouvernement du Mozambique a déclaré l'alerte rouge à l'échelle nationale et a depuis lors officiellement sollicité l'aide internationale

Samir Sabek

Ghaza

Le froid tue un autre nourrisson

Selon les médias, une petite fille de seulement trois mois a été retrouvée morte de froid mardi matin à son domicile à Ghaza. Un autre enfant est mort d'hypothermie dans la bande de Ghaza, alors que les conditions météorologiques hivernales continuent de frapper l'enclave, a déclaré l'ONU mercredi, citant des informations fournies par les autorités sanitaires. Ce décès porte à neuf le nombre total de victimes du froid cette saison, a déclaré le porte-parole adjoint du Secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq, aux journalistes à New York. Réagissant à ce drame, le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a de nouveau appelé à des solutions urgentes, «notamment l'autorisation de l'entrée de batteries, de panneaux solaires et d'autres sources d'énergie nécessaires à la mise en place d'espaces de chauffage communautaires». Les travailleurs humanitaires continuent de soutenir la population de Ghaza plus de trois mois après le cessez-le-feu et malgré les restrictions persistantes. Depuis le début de l'année, plus de 860 000 personnes ont reçu des colis alimentaires distribués par le biais de 50 points de distribution. «Nous continuons également à fournir quelque 1,6 million de repas chauds chaque jour aux personnes dans le besoin».

L'objectif est de mieux protéger les jeunes vies contre les maladies évitables par la vaccination. L'OMS a également facilité une autre évacuation médicale lundi, transportant 21 patients et leurs accompagnateurs en Jordanie. Cependant, plus de 18 000 patients, dont 4 000 enfants, attendent toujours d'être évacués pour recevoir des soins médicaux indisponibles à Ghaza. L'OMS a appelé davantage d'États membres des

Nations Unies à accueillir ces patients et à la réouverture de la voie d'évacuation médicale vers la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est. Les partenaires des Nations Unies travaillant dans le secteur de la santé ont vacciné 3 000 enfants de moins de trois ans au cours des deux premiers jours d'une campagne de vaccination de routine de 10 jours qui a débuté dimanche. L'OCHA a publié sa dernière mise à jour mensuelle sur la Cisjordanie, qui montre que 14 Palestiniens ont été tués et 231 blessés en décembre. Les colons israéliens ont également mené 132 attaques au cours de cette période, causant des victimes ou des dégâts matériels, tandis que 246 Palestiniens ont été déplacés. Sept Israéliens ont été blessés sur le territoire, mais aucun décès n'a été enregistré. Le rapport a également documenté un nombre record de déplacements et d'attaques de colons en 2025. 240 Palestiniens, dont 55 enfants, ont été tués en Cisjordanie l'année dernière. La plupart des décès, 225, ont été causés par les forces israéliennes, et neuf par des colons. Les autres décès sont imputables à un ou l'autre de ces groupes. Les trois quarts des décès (181) ont été causés par des tirs à balles réelles et 17% (41) par des frappes aériennes. L'utilisation d'autres armes a causé 18 décès, soit 8%. L'année dernière, 3 982 Palestiniens ont été blessés, dont près de 700 enfants, et 37 135 ont été déplacés. 1 828 attaques menées par des colons israéliens ont été recensées, causant des victimes et/ou des dégâts matériels. Au cours de la même période, 17 Israéliens ont été tués, dont un enfant et six membres des forces de sécurité. 101 autres Israéliens ont été blessés, parmi lesquels cinq enfants et 32 soldats.

Quartiers palestiniens vidés..

Par ailleurs, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a averti que le rythme des déplacements forcés de Palestiniens à Jérusalem-Est s'accélère et que des quartiers historiques sont «systématiquement vidés». Ajith Sunghay, chef du bureau du HCDH dans le Territoire palestinien occupé, a dénoncé les démolitions et les expulsions dans le quartier de Silwan, au sud de la Vieille Ville. Les colonies se sont également étendues illégalement au cœur de trois des principaux centres urbains palestiniens : Jérusalem-Est, Ramallah et Bethléem.

«Les expulsions entraînent généralement le transfert de maisons palestiniennes à des colons israéliens, ce qui érode davantage la présence palestinienne à proximité immédiate de la Vieille Ville», a-t-il déclaré à ONU Info. «Certaines maisons sont confisquées par les autorités israéliennes pour faire place à des projets de colonisation, qui comprennent actuellement un parc touristique avec une ligne de téléphérique reliant Jérusalem-Ouest à la Vieille Ville». Un arrêt de la Cour internationale de Justice (CIJ) rendu en juillet 2024 a conclu que les expulsions forcées et les démolitions massives de maisons par Israël étaient contraires à l'interdiction des transferts forcés en vertu de la quatrième Convention de Genève. La CIJ principal organe judiciaire des Nations Unies, a appelé Israël à mettre fin à sa présence illégale dans le Territoire palestinien occupé.

Samir Sabek

Les impacts des tensions entre les USA et l'Iran sur le cours des hydrocarbures

L'importance du contrôle du détroit d'Ormuz

Face aux manifestations en Iran, le président américain menace le régime l'Iran d'une intervention militaire sans précédent. Mais comme le notent bon nombre d'observateurs, entre contraintes opérationnelles, risques d'escalade régionale et calculs politiques, Washington temporise, tandis qu'Israël se place en alerte maximale. Ainsi, le cours du pétrole a gagné 3 à 4 points, étant coté le 14 janvier 2026 à 65,47 dollars le Brent, puis le 16 janvier, 64,14 dollars, le Wit 59,47 dollars et le gaz environ 30 dollars le mégawattheure, dus non aux fondamentaux économiques mais à ces tensions géostratégiques.

Les tensions avec l'Iran ont montré l'importance du détroit d'Ormuz contrôlé par l'Iran, situé au sud-est de Bandar Abbas avec des pays frontaliers qui sont au nord l'Iran, et au Sud-est les Emirats arabes unis, depuis Jazirah al Hammra, suivis du sultanat d'Oman d'une largeur d'une trentaine de milles marins (55 km) avec un tracé de deux couloirs de navigation de deux milles (3,5 km) de large chacun, l'un montant, l'autre descendant, les couloirs de navigation étant séparés par un couloir tampon de deux miles, bien que ses rails de navigation sont considérés comme étroits pour les supertankers, pour les porte-conteneurs ainsi que pour les méthaniers géants contemporains.

Avec Gibraltar, le Bosphore, Malacca et le canal de Suez, il est un des grands détroits de la planète. Situé sur une très ancienne route commerciale entre l'Asie, la Méditerranée et l'Europe permettant le passage du Golfe Persique au Golfe d'Oman, puis à la mer d'Arabie et à l'océan Indien. La fermeture du détroit de d'Ormuz, affecterait le transit du gaz et du pétrole car « porte de sortie » du pétrole de la région du Golfe qui compte 5 des 10 plus gros producteurs du pétrole au monde localisé au Moyen Orient comme mis en relief précédemment, où transittent plus de 30% des produits pétroliers dont plus de 20% du GNL. Le détroit d'Ormuz constitue une des principales voies de navigation connectant les pays pétroliers du Moyen-Orient avec les marchés asiatiques, européen et nord-américain, et l'idée de canalisations pour le contourner exigerait un investissement colossal. Il faut également tenir compte des tensions qui ont perturbé le trafic en mer Rouge par où



Le devenir d'un monde multipolaire conditionne largement la réussite de cette grande entreprise de cohabitation entre les peuples, qui interpelle notre conscience commune.

12 % du commerce mondial de marchandises passe, une voie de transit qui concentre 30% du trafic mondial de conteneurs et environ 8% de produits pétroliers, qui ont fait augmenter le coût du transport maritime du transport de 15 à 20%. Conjointement aux tensions en mer rouge, avec la possible fermeture du détroit d'Ormuz pourrait pousser les prix des hydrocarbures à la hausse accentuant l'inflation mondiale où selon le FMI, une hausse de 20/25 % du prix du pétrole/gaz entraînerait une hausse de l'inflation entre 0,8/ et 1% et par ricochet accroîtrait le coût des marchandises, les pays pétroliers mono-exportateurs et gros im-

portateurs, perdant plus que ce qu'ils ont gagné et d'une manière générale, cela menacerait la croissance de l'économie mondiale. Aussi, afin d'éviter des tensions énergétiques de grandes ampleurs, aucun pays n'a intérêt à une généralisation du conflit au Moyen-Orient, ni les pays du Golfe ni l'Iran qui a besoin de ressources financières du fait de vives tensions sociales internes, ni les grandes puissances dont la Chine, un des plus gros importateur d'hydrocarbures, ni les USA qui, rappelons lors du conflit - Israël, le président américain avait mis en garde Israël, le 3 octobre 2024, contre les attaques sur des

sites pétroliers du fait que les grandes compagnies américaines sont présentes dans la région.

En conclusion, malgré le drame auquel nous assistons actuellement au Moyen-Orient et dans d'autres contrées du monde, n'oublions pas le drame du Soudan, l'histoire millénaire a montré que la symbiose des apports l'Orient et de l'Occident ont favorisé le dialogue des cultures et des civilisations avec des prospérités et des déclins, montrant qu'aucune civilisation n'est supérieure à une autre. Le devenir d'un monde multipolaire, conditionne largement la réussite de cette grande entreprise de cohabitation entre les peuples qui interpelle notre conscience commune. Le grand défi auquel du monde est appeler à relever notamment est la lutte contre le réchauffement climatique qui n'est pas une vue de l'esprit, le défi du contrôle numérique dont l'intelligence artificielle qui bouleversera entre 2026/2030/2035 les comportements des citoyens, la structure future des emplois, la gestion des entreprises, des institutions civiles et militaire.

(Suite et fin)
Dr Abderrahmane Mebtoul
Professeur des universités

INFO / EXPRESS

Ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara Djebilet

Une délégation ministérielle en visite dans la wilaya de Béchar

Les divers aspects techniques liés aux préparatifs de la mise en exploitation officielle de la ligne ferroviaire minière Ouest reliant Bechar-Tindouf-Gara Djebilet (950 Km) ont été passés en revue, vendredi soir, par une délégation ministérielle en visite de travail dans la wilaya de Bechar.

Composée du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, ainsi que la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, la délégation a évalué, sur le terrain, l'état d'avancement des travaux de la ligne minière Ouest et la disponibilité des infrastructures ferroviaires, notamment au niveau de la gare «Menaï Mohamed» de Bechar. Les membres du gouvernement étaient accompagnés du directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf. La délégation a rejoint Bechar en provenance de la wilaya de Tindouf, où elle a inspecté la gare ferroviaire du chef-lieu de wilaya, avant d'effectuer un voyage d'essai à bord d'un train reliant Tindouf à Gara Djebilet. La visite s'est poursuivie par l'inspection du projet de la voie ferrée et de la gare ferroviaire de Gara Djebilet pour s'achever par une halte au niveau du site de chargement des premières expéditions de mineraux de fer dans la même zone.

Intempéries

Plusieurs interventions dans l'Ouest et le Sud-Ouest du pays

Plusieurs interventions ont été menées dans les wilayas de Relizane, El-Bayadh, Tissemsilt et Tindouf pour porter secours à des personnes, faciliter la circulation routière et procéder au pompage des eaux, suite aux perturbations météorologiques enregistrées, a-t-on appris, mercredi, auprès des services concernés.

A Relizane, un communiqué de la direction de wilaya de la Protection civile a indiqué que les équipes de l'unité principale sont intervenues vers 11h00, mercredi, pour secourir cinq personnes qui étaient encerclées par les eaux à l'intérieur de leur domicile au village d'El-Merainia, relevant de la commune de Belassel-Bouzegza, en raison de la montée du niveau de l'oued Mina.

Les secouristes ont également pris en charge une femme âgée de 75 ans parmi les personnes secourues et l'ont évacuée vers le centre de santé de la même commune.

Les mêmes unités sont intervenues dans la commune de Relizane pour extraire sept personnes bloquées à l'intérieur d'un immeuble au quartier «Résidence Djaâfar», suite à l'élévation du niveau des eaux pluviales.

Les services de la Protection civile de la wilaya ont également découvert, au cours des dernières heures, le corps sans vie d'un homme âgé de 60 ans à proximité de l'oued Sfa, dans la commune de Relizane. Ils ont aussi procédé à l'extraction d'un véhicule immobilisé au quartier El Ziraâ- El Kantara El-Hamra, à bord duquel se trouvaient deux personnes.

La montée du niveau de l'oued Sfa a provoqué l'infiltration des



eaux dans 50 habitations au quartier Setal, ainsi que dans deux logements au centre-ville, en plus de l'accumulation des eaux et de boue dans plusieurs quartiers, précise le communiqué. A la commune de Belassel-Bouzegza, un camion avec une personne à bord a également été dégagé après avoir été coincé par les eaux. Une montée du niveau d'oued Benfahd, dans la commune d'Oued-Djemâa, a engendré l'infiltration des eaux dans une habitation au village agricole. De même, la montée des eaux de l'oued Mina dans la commune d'El-Matmar a causé des infiltrations dans une maison au village Ouled Zekri, dans la commune de Beni-Zentis, ajoute la même source.

La cellule de crise installée au niveau de la wilaya a mobilisé

les moyens humains et matériels nécessaires pour s'enquérir de la situation des quartiers ayant connu une élévation du niveau des eaux à la suite des dernières précipitations, selon les services de la wilaya.

A El-Bayadh, les services des travaux publics ont poursuivi leurs interventions sur la route nationale RN 47, au niveau des zones de « Thenia » et du « col de Lagrimi », à la sortie est du chef-lieu de la wilaya, suite aux chutes de neige enregistrées au cours des dernières heures, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Kamel Medahi.

Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés, notamment des chasse-neige, des camions d'épandage de sel et des engins de nivellement, ce qui a permis le rétablissement de la circulation routière dans les deux zones concernées, en plus de l'assistance apportée à de nombreux automobilistes bloqués.

Les services concernés demeurent toutefois en état de vigilance et de disponibilité permanente en cas de nouvelles perturbations météorologiques.

Par ailleurs, les services de la

Protection civile, en coordination avec la Gendarmerie nationale, poursuivent leur présence et leur vigilance entre les zones de Thenia et de Lagrimi afin de sécuriser la circulation routière et de garantir la sécurité des citoyens.

A Tissemsilt, les agents de la Protection civile ont effectué, au cours des 48 dernières heures, 18 opérations de pompage des eaux dans plusieurs communes, notamment Lardjem, Sidi-Slimane, Theniet El-Had, Bordj-Bouanâma et au chef-lieu de la wilaya, suite aux fortes pluies qui ont touché la région, a indiqué le chargé de communication de la direction de wilaya de ce corps d'intervention, le lieutenant Sid-Ali Benomar.

Il a ajouté que les mêmes services ont procédé à l'ouverture des avaloirs dans plusieurs quartiers et zones d'habitation de la commune de Tissemsilt et à l'évacuation des arbres déracinés par les vents, soulignant que la Protection civile a mobilisé l'ensemble de ses effectifs et de ses moyens matériels pour intervenir et assister les citoyens en cas de besoin.

De son côté, le chef de la cellule de l'information et de la communication de la direction de la Protection civile de la wilaya de Tindouf, le capitaine Abdenacer Moussaoui, a indiqué que ses services ont enregistré, depuis le début du mois de janvier en cours, plusieurs interventions de terrain suite aux précipitations, notamment des opérations de pompage des eaux dans un bureau de poste et deux écoles primaires de la commune d'Oum El-Assel, ainsi que la chute de poteaux et de câbles électriques à la suite de vents violents.

APS

Ligne minière Est

M. Djellaoui insiste sur l'accélération du rythme de réalisation de la section traversant la wilaya de Souk Ahras

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a insisté, jeudi à Souk Ahras, sur l'accélération du rythme de réalisation de la ligne minière Est dans son segment traversant cette wilaya. Le ministre a souligné, lors de l'inspection, dans la commune de Ouillen, du chantier de construction du tunnel n° 8, d'une longueur de 2,5 km, qu'en dépit de l'avancement des travaux sur cette ligne ferroviaire dans sa portion traversant la wilaya de Souk Ahras, entre Bouchegouf (Guelma) et Souk Ahras via Dréa, sur 121 km, la difficulté du terrain «constitue un défi technique majeur», surtout avec l'existence de 10 tunnels et de 42 ponts, ce qui requiert, a-t-il dit, «une coordination rigoureuse et sans faille pour une accélération étudiée des travaux».

Ajoutant qu'il veillera au suivi de la cadence des travaux sur cette ligne, M. Djellaoui a ap-

pelé les autorités de la wilaya à «veiller à la levée des contraintes susceptibles d'entraver la réalisation de ce projet» et à «élaborer un planning d'avancement des travaux».

Au niveau de la sortie du tunnel n° 5 de 2,4 km de long, au point kilométrique 6 dans la localité de Talal (commune de Souk Ahras), le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base s'est enquis, de l'avancement de travaux de réalisation de cet ouvrage où il a instruit les responsables en charge du projet à l'effet de mobiliser tous les moyens humains et matériels afin d'accélérer le rythme des travaux pour garantir le respect des délais contractuels, tout en veillant à la qualité d'exécution.

M. Djellaoui a affirmé qu'un tronçon de 174 km de la ligne minière Est, entre Bled El Hadba (Tébessa) et Oued Kebrit (Souk Ahras) est «aujourd'hui prêt à être réceptionné».

A l'issue de sa visite de travail dans la wilaya de Souk Ahras, le ministre a rappelé que la voie ferrée minière fait l'objet de travaux de dédoublement, de correction et de modernisation entre Annaba et la mine de Bled El Hadba, au sud de Tébessa, sur 422 km, en traversant cinq wilayas.

Un projet, a-t-il également rappelé, réalisé dans le cadre du projet de phosphate intégré et qui constitue un pilier stratégique soutenant l'économie nationale, en raison de sa capacité à renforcer le transport des ressources minières, à garantir la fluidité des chaînes d'approvisionnement et à augmenter la compétitivité du produit national sur les marchés internationaux, tout en contribuant efficacement à établir une dynamique de développement durable dans les wilayas concernées.

APS

Groenland - Etats-Unis - UE

Le bal de l'hypocrisie

Dès son premier mandat, Donald Trump a manifesté son désir d'acquérir le Groenland, territoire danois depuis le XVI^e siècle. Ces propos, initialement accueillis avec scepticisme, ont ressurgi lors de son retour au pouvoir en janvier 2025, ravivant l'intérêt américain pour cette colonie arctique danoise.

Les déclarations de la Maison Blanche concernant la convoitise du Groenland, initialement perçues comme une extravagante aberration, ont pris une toute nouvelle tournure avec l'enlèvement du président vénézuélien légitime le 3 janvier. Ce passage de la fantaisie à l'action a révélé à la communauté internationale la détermination des États-Unis d'Amérique, sous la présidence Trump, à transgresser le droit international, au besoin, afin d'obtenir les bénéfices géo-économiques unilatéraux.

Les prétextes fallacieux

Les prétextes drapés dans des justifications sécuritaires antirusses et antichinoises, que brandit la présidence américaine pour justifier sa volonté de s'approprier l'île du Groenland, ne sont que des mensonges caractérisés que la Maison Blanche ne prend même pas la peine de camoufler davantage. L'époque où l'on exhibait à l'ONU une prétendue fiole d'anthrax, comme le fit le secrétaire d'État américain Colin Powell le 5 février 2003, pour maquiller l'invasion de l'Irak sous un vernis de légitimité, semble révolue. Cette mascarade avait alors servi de prétexte pour déclencher la destruction d'un pays et le massacre de son peuple.

L'anéantissement de l'Irak, ne nous y trompons pas, n'était pas un but en soi, mais la conséquence inéluctable d'une stratégie américaine. La véritable motivation résidait dans la nécessité de neutraliser l'initiative de Saddam Hussein contre le « pétrodollar ».

En octobre 2000, le président irakien avait osé déclarer son intention de ne plus vendre son pétrole contre des dollars américains, mais uniquement contre des euros. Une telle audace valait la signature de son propre arrêt de mort. En février 2003, Saddam Hussein mit sa « menace » à exécution en vendant plus de 3 milliards de barils de pétrole brut



Groenland, territoire danois depuis le XVI^e siècle.

(Photo : D.R.)

pour 26 milliards d'euros. Un mois plus tard, les États-Unis envahissaient et détruisaient l'Irak, infligeant au peuple irakien une tragédie marquée par l'anéantissement des infrastructures et un nombre effroyable de victimes civiles. Forte de l'impunité judiciaire totale dont jouissent les crimes contre l'humanité commis par les gouvernements successifs des Etats-Unis, ils ne se donnent plus la peine de les couvrir par des narrations ne serait-ce qu'un peu crédibles aux yeux de la communauté internationale. Nul besoin, donc, de déployer des efforts de communication supplémentaires pour préparer l'annexion du Groenland, que ce soit de gré ou de force.

La véritable raison de la convoitise américaine pour cette zone polaire peu hospitalière réside incontestablement dans les gigantesques réserves de matières premières qu'elle recèle, tant dans son sous-sol que dans les profondeurs de l'océan Arctique, au sein de la zone économique exclusive (ZEE) danoise qui

s'étend jusqu'à 200 milles marins des côtes du Groenland (370,42 km) et confère à son détenteur des droits souverains en matière de ressources économiques.

Si le Groenland venait à passer sous l'autorité américaine, le fait que l'extraction américaine de terres rares et d'uranium se fasse sans consulter les populations autochtones serait une considération secondaire, une simple formalité qui sera ignorée à Washington. En 2021, pourtant, ces populations avaient réussi à bloquer le début d'une telle exploitation (affaire d'Energy Transition Minerals), afin de préserver leurs moyens de subsistance traditionnels d'une pollution imminente. Compte tenu des enjeux économiques pour les États-Unis, il est prévisible que l'opinion des populations autochtones sur ce sujet ne suscitera pas plus d'intérêt que l'avis des Européens concernant l'annexion de l'île. Cette indifférence stratégique s'inscrit dans une logique géopolitique et économique où les intérêts nationaux prévalent sur les

considérations éthiques ou les droits des minorités. De plus, l'histoire des relations entre les États-Unis et les peuples autochtones est profondément marquée par une marginalisation systématique de ces derniers dans les processus décisionnels concernant leurs propres territoires et ressources.

« Un conflit ou une tentative d'annexion du territoire d'un pays membre de l'OTAN par un autre pays également membre de l'OTAN serait la fin du monde tel que nous le connaissons », a déclaré le Premier ministre polonais Tusk. Une déclaration qui semble ignorer que la préservation du monde tel que nous le connaissons est la dernière des préoccupations du maître d'Outre-Atlantique.

La présence américaine au Groenland

Contrairement aux insinuations fallacieuses, la présence militaire américaine dans l'océan Arctique ne nécessite nullement l'annexion du Groenland ni sa transformation en territoire national des États-Unis. En réalité, les forces armées américaines sont stationnées en permanence sur cette île arctique depuis la Seconde Guerre mondiale, une présence officialisée dès 1951 par un accord bilatéral américano-danois (Accord du 27 avril 1951). Cet accord confère à Washington D.C. une latitude d'action militaire significative dans la région arctique. À ce jour, la base aérienne de Pituffik (Thulé Air Base) demeure la seule installation militaire américaine active au Groenland.

L'anéantissement de l'Irak, ne nous y trompons pas, n'était pas un but en soi, mais la conséquence inéluctable d'une stratégie américaine. La véritable motivation résidait dans la nécessité de neutraliser l'initiative de Saddam Hussein contre le « pétrodollar ».

Il y a 20 ans disparaissait Mustapha Ben Debbagh

La fidélité au geste et à la tradition

Il y a vingt ans, le 23 janvier 2006, s'éteignait à La Casbah d'Alger Mustapha Ben Debbagh. Pourtant, son nom n'appartient pas au passé. Il circule encore dans les ateliers, se devine dans les arabesques patientes, se reconnaît dans la retenue d'un geste juste.

En lumineur, décorateur, enseignant, il fut surtout l'un de ces passeurs discrets grâce auxquels un art ancien continue de respirer dans le présent. Né en 1906 au cœur de La Casbah d'Alger, Ben Debbagh a grandi dans un monde où la main savait parler. Son père, ciseleur, lui transmet très tôt le goût de la précision, du détail, de la matière respectée. Dans ce décor de ruelles étroites et d'ateliers modestes, le jeune Mustapha apprend à regarder avant d'apprendre à faire.

Une vocation façonnée par la tradition

Son talent pour le dessin se révèle rapidement. Il intègre l'École des beaux-arts d'Alger, section céramique, rue d'Orléans, où il reçoit un enseignement académique solide sans jamais se couper de ses racines. Cette double appartenance – savoir classique et héritage arabo-islamique – deviendra la signature de toute son œuvre.

Dès les années 1920, il ouvre son propre atelier de sculpture et de décoration sur cuivre. Il n'a alors qu'une vingtaine d'années, mais déjà une conviction claire : les arts traditionnels algériens ne doivent ni se figer ni disparaître. Pour les défendre, il par-

ticipe à la création d'une association nord-africaine dédiée aux arts artisanaux, conçue comme un rempart contre l'oubli et la standardisation.

L'Algérie exposée au monde

Le travail de Mustapha Ben Debbagh franchit vite les frontières. Il expose à Marseille, à Newcastle, puis à Chicago en 1933. Ces déplacements ne sont pas de simples voyages artistiques : ils sont l'affirmation qu'un art enraciné peut dialoguer avec le monde sans se renier. À Alger, il participe à des expositions majeures, notamment celle des arts indigènes en 1937, avant de prendre part, après l'indépendance, au premier Salon de l'Union nationale des arts plastiques en 1964. Chaque exposition confirme ce qui fait la force de son langage plastique : une science du floral, une maîtrise des arabesques, une palette de couleurs mesurée, jamais ostentatoire. Chez Ben Debbagh, la décoration n'est pas un ornement gratuit ; elle est respiration, rythme, équilibre.

Le maître et l'enseignant

En 1943, il rejoint l'École des beaux-arts d'Alger comme enseignant en décoration et arts appliqués, succédant à Mohamed Kechkoul. Il y restera près de quarante ans, jusqu'à sa retraite en 1982. Des générations d'artistes et d'artisans passent par son regard exigeant, par sa parole sobre, par son refus de la facilité.

Il n'enseigne pas seulement des techniques, mais une éthique : le respect du temps, de la matière et du sens. Beaucoup de ses élèves deviendront à leur tour calligraphes, enlumineurs, décorateurs, perpétuant une filiation plus spirituelle qu'académique.

Un héritage vivant

Des années après sa disparition, des expositions lui rendent hommage, réunissant ses œuvres et celles de ses



disciples. Tableaux, fresques, bois décorés, objets du quotidien sublimés : tout témoigne d'un art où le sacré se glisse dans le geste, où la beauté s'exprime jusque dans la plus petite arabesque.

Les œuvres de Mustapha Ben Debbagh, conservées par sa famille et ses proches, ne cherchent pas à impressionner. Elles invitent au recueillement, à la lenteur, à cette attention rare qui transforme le regard.

Vingt ans après sa disparition, se souvenir de Mustapha Ben Debbagh, ce n'est pas seulement célébrer un artiste. C'est rappeler que la culture se construit dans la transmission, que le patrimoine n'est vivant que s'il est pratiqué, enseigné, aimé. Dans le silence de ses motifs et la lumière de ses couleurs, Ben Debbagh continue de nous parler — à condition de prendre le temps de l'écouter.

R.C

Insolite

Des scientifiques auraient extrait l'ADN de Léonard de Vinci d'un de ses dessins

Des fragments génétiques retrouvés sur un croquis de la Renaissance correspondent à ceux d'un membre de la famille du peintre. Une découverte prometteuse, mais encore loin de constituer une preuve définitive.

C'est une découverte biologique qui pourrait bien bousculer l'histoire de la peinture italienne. Des traces d'ADN ont été prélevées par frottement sur un croquis dessiné à la craie rouge intitulé *L'Enfant saint*, une œuvre de la Renaissance attribuée à Léonard de Vinci. Le génome correspond aux fragments génétiques récupérés sur une lettre écrite dans les années 1400 par Frosino di ser Giovanni da Vinci, un cousin du grand-père du génie italien qui a marqué le XV^e siècle. En laboratoire, les chercheurs ont constaté que le dessin et la correspondance contiennent des séquences du chromosome Y appartenant à une ligne génétique spécifique, dont l'ancêtre commun serait originaire de Vinci, en Toscane, la ville natale du célèbre peintre. Ces résultats viennent d'être publiés dans la base de données bioRxiv, une plateforme de prépublication scientifique dans le domaine des sciences de la vie. Ils se-

ront analysés prochainement par des confrères, étape nécessaire dans le processus de validation de toute recherche. Selon Charlie Lee, généticien responsable du Jackson Laboratory for Genomic Medicine dans le Connecticut, aux États-Unis, la récupération de ces séquences est «un excellent point de départ» pour la reconstitution de l'ADN du polymathe italien. D'autres experts appellent toutefois à la prudence : L'Enfant saint pourrait bien avoir été réalisé par un des élèves de Léonard de Vinci, faussant toute reconstitution génomique. «C'est pile ou face», tempère le spécialiste, qui admet que toute personne ayant manipulé le dessin au fil des ans – un élève, un conservateur – peut être à l'origine des fragments retrouvés. En clair, prouver que cet ADN est bien celui du maître reste, pour l'instant, une hypothèse plus qu'une certitude. Reconstituer le patrimoine génétique de Léonard de Vinci profiterait à l'art et à la science, avec à la clé l'authentification de nouvelles œuvres. Les biologistes y voient également un moyen de déceler des pistes expliquant les capacités artistiques et intellectuelles du génie, ainsi que sa longévité, peut-on lire

dans les colonnes de Live Science.

De nombreuses difficultés

Mais de nombreux obstacles se sont dressés sur le chemin de la reconstitution génomique. Pour comparer les échantillons prélevés, les scientifiques doivent obtenir d'autres sources d'ADN du célèbre peintre ou de sa famille. Problème : sa tombe a été partiellement détruite pendant la Révolution française, et sa dépouille perdue, ou mélangée à d'autres, lors d'un transfert vers la chapelle Saint-Hubert à Amboise, en Indre-et-Loire. Impossible également de situer la mère de Léonard de Vinci, Caterina di Meo Lippi, qui repose dans un lieu à ce jour inconnu. De surcroît, les scientifiques se sont vu refuser l'accès à la sépulture du père, à Florence.

Reste une option : retrouver d'autres membres de la famille. Les chercheurs analysent actuellement trois ossements récupérés dans le caveau où est enterré le grand-père de l'artiste, en Italie. Des échantillons d'ADN sont également prélevés sur ses descendants vivants. À cela s'ajoute une enquête presque romanesque autour d'une mèche de cheveux

découverte en 1863 à Amboise, présentée comme ayant appartenu au peintre, toujours en cours d'analyse.

En parallèle, la chasse aux lettres et œuvres ayant conservé de l'ADN du peintre ou de son ascendance est ouverte. À ce jour, les scientifiques ont comparé le génome de la première missive retrouvée avec environ 90.000 marqueurs connus. Chaque nouvelle correspondance ou dessin susceptible d'avoir été manipulé par Léonard de Vinci devient ainsi un indice précieux.

Pour S. Blair Hedges, biologiste à l'Université Temple en Pennsylvanie, la prépublication «est un excellent article» qui utilise «des techniques de pointe» pour tirer ses conclusions. Avec cette étude, les chercheurs espèrent obtenir un coup de pouce des autorités et des archivistes, qui les autoriseraient à prélever davantage d'échantillons sur les œuvres de Léonard de Vinci. Car c'est seulement en multipliant les prélèvements qu'ils pourront trancher cette question : avons-nous entre les mains, cinq siècles plus tard, un morceau d'ADN du génie de la Renaissance ?

L.P

Ligue 1 Mobilis

Un retour hivernal et des réveils salvateurs

La phase retour de la Ligue 1 Mobilis a officiellement démarré ce vendredi dans des conditions climatiques particulièrement rudes.

Neige, froid glacial et températures en forte baisse ont marqué cette première salve de rencontres, disputées néanmoins sur un rythme soutenu. Malgré l'hiver bien installé, plusieurs équipes en difficulté ont signé un réveil spectaculaire, donnant le ton d'une seconde moitié de saison qui s'annonce intense et indécise. Parmi les faits marquants de cette journée, la démonstration de force de l'ES Sétif face à l'USM Khencela (4-1) a retenu l'attention. Un succès aussi large que rassurant pour l'Aigle noir, engagé dans une délicate opération maintien.

Un dernier virage sous haute tension

Ce dernier tournant de la saison 2025-2026 promet d'être palpitant, en particulier pour les formations engluées dans le bas du classement. Pour ces équipes, chaque victoire vaut de l'or, tandis que le moindre faux pas peut coûter très cher. L'ES Sétif, l'ASO Chlef et l'ES Mostaganem ont clairement affiché leurs intentions en réalisant des résultats probants, capables à la fois de rassurer leurs supporters et d'insuffler un nouvel élan à leur course au maintien, à la veille de la suite du programme.

Festival offensif à Sétif

Dans les Hauts-Plateaux, ce week-end a presque pris des allures de première journée hivernale. La chute brutale des températures sur l'ensemble du pays a animé les discussions jusque dans les gradins du stade du 8-Mai-1945. Malgré un froid mordant, joueurs et supporters n'ont rien perdu de leur ferveur. Sur le ter-



L'ESS a frappé fort face à l'USMK.

(Photo : D. R.)

rain, l'ES Sétif a livré une prestation aboutie devant son public. Les Sétifiens n'ont laissé aucune chance à l'USM Khencela, s'imposant avec autorité (4-1). Djahnit a montré la voie dès la 2e minute, suivi par Hamidi (8e), Zerrouki (40e) et Toual (62e), auteurs d'un véritable récital offensif. Réduits à dix après l'expulsion du gardien Oussama Litim (58e), les Khencelais ont tout de même sauvé l'honneur grâce à Bakir (50e). Ce succès met fin à une série noire pour l'ESS, marquée par une élimination en Coupe d'Algérie et trois matchs sans victoire en championnat. Les Sétifiens remontent ainsi à la 12e place avec 19 points, tandis que l'USMK, battue pour la deuxième fois consécutive, reste 9e avec 21 unités.

Mostaganem respire, Akbou s'enfonce

À Mostaganem, l'Espérance a dû

patienter jusqu'aux dernières minutes pour faire la différence face à l'Olympique Akbou. Longtemps indécise, la rencontre a basculé à la 81e minute grâce à Zoubir Motrani, une nouvelle fois décisif. Un but libérateur qui permet à l'ESM de rester au contact de ses concurrents directs, même si le club demeure provisoirement dans la zone rouge (15e, 12 points). En revanche, l'Olympique Akbou traverse une zone de fortes turbulences. Le club enchaîne un cinquième match consécutif sans victoire, une série inquiétante qui n'inspire guère confiance pour la suite du championnat et fragilise davantage la position de l'entraîneur Lotfi Amrouche.

L'ASO Chlef se relance

À Chlef, l'ambiance était à la fête. Les supporters, venus en grand nombre, ont poussé leur équipe vers l'avant.

La réponse est venue du terrain, où les joueurs de l'ASO ont rapidement pris la mesure du Paradou AC (2-0). Le Libérien Ledlum a ouvert le score en première période (28e), avant de passer le relais à Bekkouche, auteur du second but dès la reprise (49e). Cette victoire permet à l'ASO de s'éloigner de la zone de relégation et de rejoindre le Paradou AC à la 17e place avec 17 points chacun, tout en reléguant les Académiciens au rang de troisième relégable, à la faveur d'une meilleure différence de buts particulière.

À noter enfin que deux affiches de cette 16e journée ont été reportées : USM Alger - JS Kabylie et CR Belouizdad - MC Alger, en raison de l'engagement de ces quatre clubs en compétitions africaines inter club.

H. Hichem

Résultats partiels :

ESM - OA	1 - 0
ASO - PAC	2 - 0
ESS - USMK	4 - 1
Reportés :	
CRB - MCA	
USMA - JSK	

Classement	Pts	J
1. MC Alger	36	15
2. CR Belouizdad	24	15
3. USM Alger	24	15
4. Olympique Akbou	23	16
5. MC Oran	23	15
6. JS Kabylie	23	15
7. CS Constantine	22	15
8. JS Saoura	22	15
9. USM Khencela	21	16
10. ES Ben Akoun	21	15
11. MB Rouïssat	20	15
12. ES Sétif	19	16
13. ASO Chlef	17	16
14. Paradou AC	17	16
15. ES Mostaganem	12	16
16. MC El Bayadh	6	15

EN DEUX MOTS

Coupe d'Algérie : Les quarts de finale programmés les 3 et 4 mars

Les quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football, 2025-2026, se joueront les 3 et 4 mars prochains, selon le calendrier de la seconde partie de la saison, dévoilé par la Ligue de football professionnel (LFP), jeudi soir sur son site officiel. Ainsi, CR Belouizdad - MC Alger et CS Constantine - JSM Bejaia, ouvriront le bal le mardi 3 mars, alors que les deux derniers matchs : USM Alger - JS Saoura et CA Batna - MC Saïda, sont programmés le mercredi 4 mars. Les demi-finales se joueront le mardi 7 avril, selon la même source, alors que la date du samedi 2 mai a été retenue pour la finale, sous réserve de confirmation. La LFP précise toutefois que ce calendrier demeure prévisionnel et reste susceptible de légères modifications, en fonction du parcours des clubs algériens engagés en compétitions africaines ou de contraintes organisationnelles. ■



Quotidien national d'information. Édité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.

Rédaction ? Direction ? Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 8 Mai ? Alger. T l. : 020.06.45.89 Fax : 020.06.45.41

Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1 . 114, rue Hassiba Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs :

G rand, directeur de la publication Abdelwahab Djakoune Rédacteur en chef Adia Zeïrouki CompositioPAO La Nouvelle R publiqueImpression Alger : SIMPRAL.

Tirage: 2500 exemplaires 16 ? Pages Oran SIO. Constantine Diffusion cent SEDICOM .

Ouest SPDO . EstEl Khabar Sud Frag diffusiompublicit : La Nouvelle R publiqueMaison de la Presse. T l. : 020.06.42.04

Fax : 020.06.45.41 E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr

pub : lnr98publicite@yahoo.fr

Pour votre Publicité s'adresser : l'Entreprise Nationale de communication, d'édition et de Publicité

Agence L'ANEP 01, Avenue Pasteur ? Alger? T l phone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax: 020.05.11.48/020.05.13.45 020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.co m.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz

www.anep.com.dz

www.oran@anep.com.dz

www.annaba@anep.com.dz

www.anep.com.dz

en direct**Ligue 1 Mobilis**

La fin de la compétition fixée au 22 mai

le match à suivre football**Ligue 1 Mobilis**

Un retour hivernal et des réveils salvateurs

Coupe d'Algérie

Les quarts de finale programmés les 3 et 4 mars

Ligue des champions d'Afrique

Victoire impérative pour le MCA

La Ligue des champions d'Afrique de football reprendra ses droits ce week-end, avec le déroulement de la troisième journée de la phase de groupes, qui verra les deux représentants algériens : le MC Alger et la JS Kabylie (la match s'est déroulé hier soir), jouer leur avenir dans cette compétition.

À près un début de phase de groupes poussif, le MCA sera appelé, aujourd'hui dimanche à partir de 14h, à Lubumbashi pour défier au stade de la Victoire les Congolais du FC St-Eloi Lupopo. Ce club traverse une entame délicate dans cette phase de groupes. Le Doyen ne compte lui aussi qu'un seul point, obtenu à domicile face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (0-0), après une défaite inaugurale contre les Soudanais d'El Hilal d'Omudurman (2-1).

Les "Vert et Rouge", auréolés de leur titre honorifique de champions d'hiver et celui de la Supercoupe d'Algérie, et invaincus depuis sept matchs, toutes compétitions confondues, seront appelés à se déplacer à Kinshasa pour y affronter les Congolais de St-Eloi Lupopo, dans un contexte loin d'être idéal. Un succès est plus que vital pour les joueurs de l'entraîneur sud-africain Rhulani Mokwena, dans l'objectif de relancer leur chance dans cette épreuve. Le Mouloudia d'Alger devra en effet composer sans deux éléments importants : le défenseur Mohamed Réda Halaïmia, et le milieu offensif Larbi Tabti, tous deux blessés. Malgré ces absences, la formation algéroise est appelée à rectifier le tir loin de ses bases, afin de rester dans la course à la qualification et éviter une situation déjà critique à mi-parcours. Elle n'a d'autres choix que de revenir avec un bon résultat pour mieux entre-



Hassan Bangoura ici face au Mamelodi Sundowns.

(Photo : D.R.)

prendre la suite du parcours. Cela reste difficile, mais pas impossible, au vu de la forme du club algérien qui effectue un bon parcours en championnat d'Algérie de Ligue 1 et en Coupe.

Le FC St-Eloi Lupopo, qui compte qu'un seul point en compagnie du MCA, occupe confortablement le poste de leader du championnat congolais avec 42 points, à six longueurs de son poursuivant direct, le TP Mazembe. Lors des treize derniers matchs, toutes compétitions confondues, les coéquipiers de Ramos Kashala ont réalisé un bilan reluisant de 10 victoires, deux nuls et une défaite, d'où la nécessité pour le Mouloudia de rester vigilant face à un adversaire qui aspire également à se racheter.

Dimanche 25 janvier 2026 :

St-Eloi Lupopo (RDC) - MC Alger (ALG)

14h

Classement Pts J Diff

1- Mamelodi Sundowns 4 2 +2

2- Al-Hilal SC 4 2 +1

3- MC Alger 1 2 -1

4- St-Eloi Lupopo 1 2 -2

Déjà joués :

Al-Hilal SC - MC Alger 2-1

Mamelodi Sundowns - St-Eloi Lupopo 3-1

MC Alger - Mamelodi Sundowns (AFS) 0-0

St-Eloi Lupopo - Al-Hilal SC 1-1

Reste à jouer :

4e journée (30, 31 janvier, 1er février 2026) :

R. S.

MC Alger - St-Eloi Lupopo

Al-Hilal SC - Mamelodi Sundowns

5e journée (6, 7, 8 février 2026) :

MC Alger - Al-Hilal SC

St-Eloi Lupopo - Mamelodi Sundowns

6e et dernière journée (13, 14, 15 février 2026) :

Mamelodi Sundowns - MC Alger

Al-Hilal SC - St-Eloi Lupopo

NB : Les deux premières équipes de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

■ belN sports : FC St-Eloi Lupopo - MCA à 14h

■ Canal + foot : Crystal Palace - Chelsea à 15h

Ligue 1 Mobilis : La fin de la compétition fixée au 22 mai

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football, réuni jeudi au Centre technique national de Sidi Moussa, a validé le calendrier de la phase retour du championnat de Ligue 1 Mobilis, dont la clôture est fixée au vendredi 22 mai 2026, a indiqué la Ligue de football professionnel dans un communiqué.

Selon le programme arrêté, quatre journées de championnat se disputeront au cours du mois de février, alors que les neuf dernières journées se disputeront

en mars, avril et mai, au rythme de trois journées par mois. Les matchs en retard concernant les clubs engagés dans les compétitions africaines interclubs seront programmés à partir du 25 mars, avec notamment les rencontres CR Belouizdad - MC Alger et USM Alger - JS Kabylie, comptant pour la mise à jour de la 16e journée. La mise à jour du calendrier se poursuivra le lundi 30 mars pour le compte de la 17e journée, puis le vendredi 24 avril (18e journée), avant les matches

en retard de la 19e journée prévue les mardi 28 et mercredi 29 avril.

La LFP a toutefois précisé que ce calendrier demeure prévisionnel et pourrait connaître des ajustements, en fonction du parcours des clubs algériens en compétitions africaines ou de contraintes organisationnelles.

Voici par ailleurs les dates des journées restantes de Ligue 1 :

18e journée : 6 et 7 février

19e journée : 13 et 14 février

20e journée : 20 et 21 février

21e journée : 26, 27, 28 février

22e journée : 6, 7, 8 mars

23e journée : 13 mars

24e journée : 17 mars

25e journée : 3 avril

26e journée : 10 avril

27e journée : 17 avril

28e journée : 9 mai

29e journée : 15 mai

30e et dernière journée : 22 mai